Une tribune publiée sur Mediapart que nous relayons ici avec l'accord des auteur(e)s

« De nouveau, la laïcité et la Marseillaise resurgissent comme une thérapeutique idéale, espérant formater les élèves selon un modèle standardisé et docile », constatent pour le regretter les enseignant.e.s et chercheurs/ses sur l'école Vincent Casanova, Grégory Chambat, Laurence De Cock, Laurent Ott, Ugo Palheta, Irène Pereira, Valentin Schaepelynck, Emmanuel Valat et Viviane Vincente, alors que les élèves ont besoin « d'éprouver la politique comme une réalité dont ils sont partie prenante ».

Les attentats ignobles et injustifiables des 7, 8 et 9 janvier ont déclenché une émotion populaire d'une ampleur inégalée, mais aussi une tentative – de la part du gouvernement, des partis institutionnels, relayés par les « grands » médias – d'imposer à marche forcée une « Unité nationale », rendant quasiment inaudibles toutes voix discordantes.

Par décision du président de la République, le jeudi 8 janvier est ainsi devenu « jour de deuil national » et la minute de silence organisée ce jour-là dans les établissements scolaires a parfois suscité des questions, des remous voire des rejets. Nous ne cherchons pas à les ignorer, bien au contraire, mais nous aimerions en rétablir les justes proportions – il y a 64 000 établissements scolaires en France – et en discuter le sens. Certaines déclarations qui ont suivi les « incidents » indiquent de fait une orientation inquiétante :

• le 13 janvier, la journaliste qui dirige le service politique de France 2, Nathalie Saint-Cricq, a affirmé à l'antenne : « Il faut repérer et traiter ceux qui ne sont pas Charlie ». Ne pas s'identifier à Charlie serait donc déjà, sinon un délit, du moins un « trouble » ou, comme l'a écrit récemment le sociologue Hugues Lagrange, l'expression des « tares morales et des inconduites (…) des minorités issues des pays colonisés » ? Cette stigmatisation ne peut qu'alimenter l'idée d'une liberté d'expression réservée à quelques-uns ; une idée qui est probablement pour beaucoup dans le refus manifesté par une minorité d'élèves de se plier au rituel du recueillement collectif ; une idée nourrie aussi par la trop fréquente absence de condamnation des propos racistes et islamophobes qui irriguent régulièrement les débats publics. En outre, le mot d'ordre contestataire « Je ne suis pas Charlie » peut prendre des significations très variables. Toutefois, pour la grande majorité des élèves, il ne s'agit certainement pas d'un refus de condamner les attentats, mais d'une mise en question de l'évidente sélectivité de l'émotion médiatique et d'une critique des tentatives (réelles) de récupération politique.

• le 14 janvier, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, a déclaré à l'Assemblée nationale : « Même là où il n'y a pas eu d'incidents, il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les "Oui je soutiens Charlie, mais", les "deux poids, deux mesures", les "pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ?" Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs ». Questionner serait donc devenu insupportable. Pourtant, pour nous, il n'y a pas d'enseignement possible sans le questionnement d'un certain nombre d'évidences partagées. C'est sur cette base qu'il est possible d'amener les élèves à penser autrement qu'ils ne l'auraient fait spontanément, au terme d'un échange de paroles, d'arguments impliquant une relation, une écoute réciproque. Il s'agit là d'un travail difficile, et dont les résultats ne sont jamais acquis, mais y renoncer équivaudrait à abandonner toute ambition pédagogique. En outre, cela ne peut guère se produire sous la pression d'une injonction institutionnelle, en condamnant a priori les propos dissonants ou sous la menace de la répression. Le métier d'enseignant n'est pas de « faire silence », puisqu'il implique bien au contraire de travailler avec les mots. Le silence effraie les plus petits et frustre les plus grands. Si le partage de l'émotion a sa place dans les salles de classe, notre travail reste bien d'interroger le réel.

De plus, dans un contexte où l' « unité nationale » est censée s'étendre jusqu'au domaine éducatif, les valeurs de la République sont présentées comme un catéchisme d'autant plus éloigné de l'expérience des élèves que ses valeurs sont concrètement niées. De nouveau, la laïcité et la Marseillaise resurgissent comme une thérapeutique idéale, espérant formater les élèves selon un modèle standardisé et docile. Pour notre part, ce n'est pas des élèves ou des adolescents que nous avons peur, et nous avons confiance dans leur capacité à développer une pensée autonome et généreuse. Notre considérons en effet que notre rôle d'enseignant et d'éducateur ne consiste ni dans un exercice de dressage ni dans une entreprise d'adaptation au monde tel qu'il va (mal), mais de rendre les jeunes capables d'une pensée critique, exigeante, nourrie d'entraide et d'idéaux collectifs.

Si l'école dysfonctionne, ce n'est pas en raison d'élèves aux paroles provocatrices qu'il faudrait « détecter » et « traiter », mais parce qu'elle a été notamment dévastée par des économies budgétaires opérées sur le dos des personnels et des élèves, particulièrement dans les quartiers populaires comme le rappellent depuis des mois les mobilisations pour le maintien des réseaux d'éducation prioritaire. Des zones entières du pays concentrent un chômage endémique et n'offrent que des services publics dégradés, une partie importante de leurs populations subissant un racisme structurel. La République « une et indivisible » est ainsi une formule qui se vide quotidiennement de son sens. Nous refusons donc la stigmatisation et la criminalisation des adolescent.e.s qui se dessinent aujourd'hui. Elles se sont déjà traduites par l'ordre donné aux établissements de faire remonter la liste des « récalcitrants », et parfois par une répression policière et judiciaire disproportionnée. Les effets de ces mesures ne peuvent être que délétères et augmenter encore plus, et à juste titre, la défiance des jeunes envers l'institution.

Aussi, pour remédier à cette situation, les élèves n'ont-ils pas besoin comme on l'entend un peu partout d'un surcroît d'éducation civique ou cours de « fait religieux » qui ne seront qu'un inutile pansement supplémentaire sur un cadre et des programmes scolaires déjà largement inadaptés ; ils ont besoin au contraire d'éprouver la politique comme une réalité dont ils sont partie prenante. Ils ont besoin de saisir qu'ils sont les co-bâtisseurs de la société de demain.

D'autres l'ont dit avant nous, il est temps de redonner du sens à la principale mission de l'école : l'émancipation, individuelle et collective. La démocratie de demain se prépare dans l'école d'aujourd'hui. Mais qui parie encore, au jour le jour, dans la démocratie et dans l'école ? Nous et tant d'autres avec qui nous travaillons !